

Note d'analyse

Baromètre de la société inclusive

Fédération générale des PEP

Vague 11

Eddy Vautrin-Dumaine

Février 2026



Cette 11^{ème} vague du baromètre de la société inclusive réalisée par Verian pour la Fédération générale des PEP dresse le portrait d'une France inquiète (mais pas résignée) qui continue d'être perçue comme largement inégalitaire. Dans ce contexte, les Français attendent de la sécurité, des actions en matière de pouvoir d'achat mais aussi des services publics forts. Ils considèrent aussi dans le même temps que les associations sont fondamentales en matière de lien social.

Des Français inquiets et défiants : l'insécurité devient le 1^{er} sujet de préoccupation, rejoignant le pouvoir d'achat et le souhait d'avoir des services publics (plus) forts

La cellule familiale est la seule institution dans laquelle les Français font encore largement confiance (87%, dont 46% tout à fait confiance). Sur toutes les autres dimensions testées, la confiance des Français baisse même s'ils sont encore une courte majorité à avoir confiance dans leurs voisins (59% -4 points) ou dans les associations (59%). Ils ne sont en revanche que 39% à avoir confiance dans les institutions. **Signe d'un repli sur soi et d'un « sentiment de commun » à l'arrêt ils sont une minorité à se faire confiance entre eux** : seuls 45% font confiance aux Français d'une manière générale (et 45% ne leur font pas confiance), et 26% (-7 points) font confiance aux gens qu'ils rencontrent pour la première fois.

Dans ce contexte, l'insécurité devient cette année le sujet de préoccupation principal des Français concernant la situation du pays (44% le citent ; +6 points), soit le même niveau que le pouvoir d'achat (44% ; -3) historiquement la première préoccupation. Effet probable du débat public lors de la réalisation de l'enquête, l'éducation est aussi une préoccupation en nette hausse (19% ; +5). **Dans ce climat, la sécurité reste la première demande des Français** : elle est citée par 56% d'entre eux. Viennent ensuite une demande de solidarité (34%), de soins (33%) et d'éducation (31%) qui illustrent malgré tout le sentiment de vulnérabilité et le besoin de « commun » des Français. Notons par ailleurs que sécurité n'est pas nécessairement synonyme d'ordre (cité par 27%), et autre fait intéressant, la demande de liberté est en recul (16%, -4 points).

Pour autant, malgré la défiance à l'égard des institutions, les Français semblent plutôt attendre une action de leur part, ou en tous cas ne semblent pas proactifs individuellement ou de manière communautaire face à cette situation : seuls 10% citent un surplus d'engagement et 18% parlent de lien social. Au global l'accessibilité et la qualité des services publics reste le premier enjeu pour les Français (93% le jugent important, dont 75% prioritaire). Cette vague-ci, l'accès au logement pour tous, la transition écologique et le droit aux vacances sont vus comme moins importants mais aussi comme nettement moins prioritaires.

Dans une société toujours très inégalitaires, la gravité et la fréquence perçue des inégalités stagnent tandis que celles-ci semblent davantage tolérées

S'agit-il d'une acceptation ou d'une résignation ? Un tiers des Français accepte désormais les inégalités entre les individus si celles-ci sont fondées sur le mérite. Bien que cela reste minoritaire, c'est un niveau jamais vu depuis 2014, avec en hausse de 7 points par rapport à 2024. Et à l'inverse ceux qui jugent qu'il est plus important de lutter au maximum contre les inégalités entre tous les individus ne sont plus qu'une courte majorité (55% ; -12 points) alors qu'ils n'étaient jamais passés en dessous de la barre des 60%.

Pour autant, il ne faut pas interpréter ce résultat comme le sentiment que les inégalités seraient plus acceptables parce que la société donnerait sa chance à tous : **le constat d'une société française inégalitaire prédomine, 70% des Français la juge inégalitaire**, une proportion stable depuis 3 ans. De plus, la question de l'accès aux soins gagne en intensité : c'est l'inégalité perçue comme la plus grave (57% ; +3) et comme la plus répandue (47% ; +4). Les 50 ans et plus sont d'ailleurs 2/3 (+5) à considérer qu'il s'agit de l'inégalité la plus grave dans la société.

Les Français sont d'ailleurs 53% (+7) à juger difficile l'accès au soin là où ils habitent, tandis que 57% jugent difficile l'accès au logement et 56% l'accès à l'emploi. Pour autant, la fréquence perçue des inégalités reste stable depuis 2023, bien qu'à des niveaux parfois très hauts.

L'acceptabilité de certaines mesures inclusives, notamment concernant les minorités, se dégrade alors que la société française ne paraît toujours pas inclusive

Les Français considèrent toujours que la société française n'est pas inclusive (64%, +3 points), ils sont même maintenant près d'un quart (23%, +4) à considérer qu'elle ne l'est pas du tout. La part de ceux qui pensent qu'elle est inclusive passe sous la barre des 30% (-6 points). Léger signe d'espoir, les moins de 35 ans sont 36% à le penser.

Une large majorité de Français (65%, +2) pense en outre que dans la société française chacun n'a pas la possibilité de trouver la place qu'il aspire à occuper et de réaliser ce qu'il souhaite dans la vie. Là encore les moins de 35 ans sont les plus optimistes : ils sont 39% à penser que les individus peuvent trouver leur place. **De plus, quelle que soit la population, le sentiment que les individus peuvent trouver leur place et réaliser ce qu'ils souhaitent est en baisse** : seuls 46% (-5) des Français pensent désormais que les jeunes peuvent trouver leur place, 28% (-7) pour les habitants de zone rurale ou encore 17% (-6) pour les personnes en situation de handicap.

Après sa forte hausse la vague précédente, la notoriété de l'expression « société inclusive » se consolide, ¾ des Français en ont déjà entendu parler, et 39% voient bien de quoi il s'agit. Elle est toujours mieux connue des sympathisants de gauche (86%) et du centre (84%).

Ce sont les personnes en situation de handicap qui devraient être adressées en priorité en matière d'égalité des chances (42%, +2), suivies de près par celles en situation de pauvreté et de précarité (40%, -2), et nettement derrière les habitants des zones rurales isolées (29%, +3), les personnes âgées dépendantes (27%, =) ou les femmes (25%, +2). **Notons également que malgré le débat public sur la lutte contre le narcotrafic et l'insécurité dans certains quartiers, la volonté que l'égalité des chances s'adresse en particulier aux personnes vivant dans des quartiers où l'insécurité est forte continue sa décline (23%, -12 points depuis 2020).** Enfin si l'attention envers chacun des publics testés est globalement stable, on note une baisse de 4 points concernant les personnes appartenant à une minorité sexuelle ou de genre qui atteint désormais 7%.

Si les Français restent très favorables à l'égard des pratiques liées à l'inclusion dans le domaine de l'éducation (plus de 80% de favorabilité pour chacun des items testés), l'acceptabilité des dispositifs destinés aux minorités et notamment les migrants, les mineurs non accompagnés et les publics allophones sont en net recul. Alors que depuis 10 ans, de l'ordre de 70% des Français étaient favorables à s'assurer que tous les projets de loi prennent en compte l'intégration des minorités, ils ne sont plus que 65% (-7 points). On voit aussi une baisse de 9 points concernant l'accueil et la scolarisation des mineurs non-accompagnés (55%), les formulaires administratifs accessibles en langue étrangère pour les personnes allophones (47%) ou encore pour la mise à disposition de logements vacants pour les migrants arrivant en France (32%).

De fait, l'Etat continue d'être perçu comme l'acteur le plus à même de bâtir une « société inclusive » (53%) avec les collectivités locales (27%), les citoyens (21%) et l'école (21%). Les attentes dans ce domaine concernant l'école sont d'ailleurs en nette augmentation depuis 2023 (+10 points), tandis que les attentes concernant les partis politiques continuent de décroître (-17 points depuis 2023).

Alors que l'on a fêté les 120 ans de la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, le principe de laïcité est toujours un élément important de l'identité française

Plus de 8 Français sur 10 ont le sentiment de connaître et de comprendre le principe de laïcité, et ce, quel que soit le bord politique. Pour autant, les Français sont un peu plus nombreux à ne pas réussir à se positionner concernant une définition, ce principe reste en effet polymorphe et sa définition n'est pas univoque. **Une définition rassemble près d'1 Français sur 3, celle de séparer les religions de la**

sphère politique et de l'Etat (31%, +3) ; viennent ensuite à des niveaux en baisse « assurer la liberté de conscience » (22%, -2 ; plus citée par les sympathisants de gauche), « faire reculer l'influence des religions dans la société » (18%, -4 ; plus citée par les sympathisants RN) et « mettre toutes les religions sur un pied d'égalité (17%, -2).

Pour autant si 85% des Français considèrent que la laïcité est importante, cette proportion recule après la hausse constatée en 2024, et revient à son niveau habituel. Ils sont aussi 34% (-6) à penser que la laïcité est essentielle pour l'identité de la France, une proportion déjà atteinte en 2023 mais plutôt stable par rapport aux niveaux observés il y a 10 ans.

Les associations : un enjeu pour le lien social, le vivre ensemble et la solidarité

Si le vote reste vu comme la manière la plus efficace de se mobiliser, l'engagement reste valorisé par 8 Français sur 10, mais dans les faits « s'engager » reste minoritaire. 37% des Français sont ou ont déjà été engagés de manière active dans une association, un syndicat, une assemblée locale, un conseil municipal ou encore un parti politique. **Le premier engagement se fait avant tout dans l'associatif : 28% s'y est déjà engagé de manière active**, et notamment les plus âgés qui sont 37%. La plupart du temps, cet engagement associatif se fait dans le cadre d'une structure sportive, culturelle ou artistique, ou en lien avec des actions de solidarités.

Si cette participation active au sein des structures associatives est largement minoritaire, la moitié des Français a déjà participé à des actions de solidarités (dons, bénévolat, maraudes, etc.) dont 14% de manière régulière. Ce sont aussi 39% qui se sont engagés concernant les personnes en situation de handicap et 30% en faveur de l'environnement et contre le changement climatique. On notera d'ailleurs que ce type d'engagement est toujours plus déclaré par les sympathisants de gauche.

Si peu passent *in fine* à l'engagement actif dans des structures associatives, ce n'est pas une question d'image pour les associations ou pour leur travail. Au global, l'engagement associatif est très largement synonyme d'apprentissage du « vivre ensemble » : 81% des Français le pensent dont 33% tout à fait. **Là où la défiance grandit envers l'Etat, les institutions ou le personnel politique, l'engagement associatif et le travail qu'elles assument semblent rester un moyen de « créer du commun ».** **L'impact des associations sur le lien social sur le lieu de vie est valorisé : 2/3 pense qu'il est positif et ils sont d'ailleurs 82% à penser qu'elles créent du lien social là où il n'y en a plus**, notamment concernant les actions de solidarité qui sont considérées par la moitié des Français comme leur domaine d'action prioritaire. Elles sont d'ailleurs les acteurs en qui les Français ont le plus confiance en matière de solidarité et d'action locale.

Le travail des associations est en outre jugé indispensable pour la société pour 1 Français sur 2 et important pour plus des 3/4 : pour une très large majorité (79%) elles assurent des missions essentielles comme l'aide aux personnes en difficultés, sont des piliers de la vie locale (78%) et assurent les services que l'Etat ou les collectivités locales ne peuvent pas assumer (72%)... **Elles le font d'ailleurs avec un certain succès : 2 Français sur 3 considèrent qu'elles sont plus efficaces ou plus innovantes que les institutions publiques.** Pour autant, les associations ne sont pas vues comme des organisations politiques : elles sont en priorité des acteurs de solidarité (59%) et des relais citoyens (51%). Le rôle de délégation de service public que certaines peuvent assumer, les combats politiques et les actions de plaidoyer passent au second plan dans l'image que s'en fait le grand public... Ce n'est donc de fait pas un frein à l'engagement.

Par ailleurs **59% des Français font confiance aux associations, qu'ils estiment d'ailleurs en grande majorité écoutées par les élus.** Leur rôle de relai citoyen est donc d'autant plus prégnant, notamment à l'échelle communale, où une majorité de citoyens, y compris dans le contexte d'élections municipales, estime qu'elles devraient avoir plus de poids dans les décisions locales.

Fiche technique

Enquête réalisée pour : La fédération des PEP

Dates de terrain : du 23 au 27 janvier 2026.

Méthodologie : Enquête réalisée **en ligne**, auprès d'un **échantillon national de 1000 personnes représentatif de la population française métropolitaine âgée de 18 ans et plus**. La représentativité de cet échantillon est assurée par la **méthode des quotas** (sexe, âge, profession de la personne de référence, région et catégorie d'agglomération).